

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

Unité territoriale : Côte d'Or	Subdivision : 21-1
Nom de l'inspecteur : R. MORGE Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 15/02/10 Date de l'inspection : 03/03/10 Type d'inspection : <div style="display: flex; justify-content: space-between; margin-top: 5px;"> <div> <input checked="" type="checkbox"/> approfondie <input type="checkbox"/> inopinée <input checked="" type="checkbox"/> planifiée </div> <div> ou <input type="checkbox"/> courante ou <input checked="" type="checkbox"/> annoncée ou <input type="checkbox"/> circonstancielle </div> <div> <input type="checkbox"/> ponctuelle </div> </div>	
motif de la planification : Plan de contrôle des installations classées	
Société : Société RECIPHARM Commune : Fontaine-les-Dijon Activité : Fabrication de médicaments sous forme solide - logistique	AUTORISATION Priorité : autre
Liste des installations inspectées : Bâtiment logistique Thème : Sécurité Référentiel de l'inspection : Arrêté préfectoral du 4 février 2002	
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection : M. GUIADO - Directeur général Mme PINOT - Responsable HSE M. BOROWSKI - Responsable Services Techniques	
Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection : L'établissement fabrique des médicaments sous forme solide (gélules, comprimés) et comporte un centre logistique. Il est composé de deux bâtiments principaux reliés par un tunnel, le centre logistique construit en 1987 et l'unité de production (1991). L'inspection a porté sur l'aspect sécurité en général et plus spécifiquement sur les installations du bâtiment logistique. L'activité de l'établissement n'a pas évolué depuis 2002. Les transformateurs contenant du PCB soumis à déclaration ont été éliminés, ce qui constitue la seule modification de son classement au titre des ICPE. Cette modification et le changement d'exploitant ont fait l'objet de déclaration à l'administration. L'inspection a permis de constater que la sécurité est correctement prise en compte dans cet établissement. Quelques écarts et points d'amélioration sont détaillés ci-après : <ul style="list-style-type: none"> - Article 28 : Risque foudre L'analyse du risque foudre (ARF) imposé par l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 n'a pas été réalisée. Cette étude est à faire. - Article 31 : Exploitation - Issues de secours "Pour Fontaine I, le nombre minimal des issues (pour permettre l'évacuation du personnel) doit permettre que tout point ne soit pas distant de 50 mètres effectifs de l'une d'elles, et 25 m dans les parties formant cul de sac". Ce point n'est pas respecté pour la partie "Picking" en raison de la présence de convoyeur le long du mur extérieur. L'exploitant devra trouver une solution pour améliorer la situation. - Article 31 : Moyens de secours et d'intervention - Détection et d'alarme Une demande devra être faite auprès des pompiers pour mettre en place une ligne téléphonique directe. - Consignes (permis de feu) Il convient de mieux formaliser le contrôle du chantier après travaux (traçage des contrôles effectués par le 	

responsable du chantier ou par le rondier).

- **Moyens matériels**

Les caractéristiques de la motopompe de la défense incendie sont légèrement inférieures en termes de débit et pression à celles imposées dans l'arrêté préfectoral. L'exploitant justifiera que la différence avec la prescription n'est pas préjudiciable à la sécurité ou mettra ses installations en conformité.

Il est demandé à l'exploitant de faire une demande auprès des pompiers pour qu'une vérification des débits et pressions des poteaux incendie extérieurs soit réalisée.

- **Article 40 : Prescriptions relatives aux installations de stockage Fontaine I**

À l'entrée du magasin grande hauteur, les 4 détecteurs ioniques imposés dans l'arrêté préfectoral ont été remplacés par une détection de fumée infrarouge qui balaie la zone. Dans la mesure où le dispositif utilisé est différent de celui mentionné dans l'arrêté, l'exploitant devra justifier de l'équivalence en termes de sécurité des deux systèmes et demander une modification de la prescription.

- **Article 42 - Prescriptions relatives aux installations alimentées au gaz naturel (chaufferie)**

Absence des deux vannes automatiques sur les 3 chaudières eau chaude. L'exploitant mettra en conformité ses installations en plaçant les deux vannes sauf justifications particulières.

L'exploitant devra mentionner les contrôles effectués dans la chaufferie, notamment sur les détecteurs gaz, dans le livret chaufferie (cf. article 42.6).

- **Article 43 : Prescriptions applicables aux locaux de charge d'accumulateurs**

Aucun contrôle du débit de la ventilation des locaux n'a été fait. L'exploitant devra procéder à un contrôle.

L'examen des rapports de contrôle des détecteurs d'hydrogène montre que ceux-ci sont tarés à 25 % et 50 % (gaz étalon : CH₄). L'exploitant vérifiera, auprès de l'organisme de contrôle, la méthode employée pour le contrôle des détecteurs (gaz étalon, valeurs de tarage) et s'assurera que l'interruption de la charge est bien effective en cas de dépassement du seuil de 25 % de la LIE (et non 50 %) qui correspond à 1 % d'hydrogène dans l'air.

- **Dix recommandations détaillées sont proposées dans le rapport d'analyse de risques du 18 juillet 2002 pour ses ateliers de charge ; a priori, neuf ont été mises en place (colmatage des retombées non fait).**

L'exploitant complètera la mise en place de ces recommandations. Il rendra compte à l'inspection de l'état des installations vis à vis des dix recommandations.

- **La résine de protection du sol est à refaire.**

Suites envisagées :

Lettre à l'exploitant pour lui rappeler les points d'amélioration relevés lors de l'inspection.

Liste des documents établis suite à la visite :

Transmission au Préfet

Tableau des constats

Lettre à l'exploitant

Dijon, le 9 mars 2010

L'inspecteur des installations classées,

SIGNE

Rémi MORGE